

Renouveau rural

Le premier ministre Brian Mulroney a remporté quelques modestes succès au sommet économique. En fait, tout était modeste au sommet, à l'exception de Venise, la perle de l'Adriatique.

La petite phrase qu'il a pu placer dans le communiqué final au sujet de l'agriculture est importante car elle consacre la volonté des grandes puissances industrielles de mettre de l'ordre dans le marché agricole mondial. Or, les pays qui déstabilisent ce marché étaient à Venise et c'est à eux de prendre les mesures nécessaires.

La Communauté européenne, les États-Unis et le Japon pratiquent des politiques outrancières de soutien à l'agriculture dont le résultat est la surproduction. Les prix mondiaux ont ainsi baissé au niveau où les agriculteurs les plus productifs ont de la peine à joindre les deux bouts. Par ailleurs, les pays sous-développés ont tendance à importer trop de céréales alors qu'ils pourraient les cultiver eux-mêmes au grand bénéfice de leur développement économique et de leur équilibre financier.

C'est ainsi que l'agriculteur européen reçoit \$580 pour une tonne de soya, alors que le prix mondial est de \$195 la tonne. De grands producteurs de soya comme le Brésil ne peuvent pas supporter une concurrence aussi injuste.

Le Canada est à la tête d'un groupe — comprenant aussi l'Australie, l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, la Thaïlande et la Nouvelle-Zélande — qui veut sévèrement limiter les subventions à l'agriculture. Les trois grands fautifs ne sont pas entièrement réfractaires à l'abolition de politiques qui leur coûtent trop cher. Ils ont toutefois beaucoup de peine à entreprendre les réformes qui s'imposent à cause de la résistance politique de leurs agriculteurs. Il était donc important que le Canada leur rappelle les engagements encore très vagues qu'ils ont pris de geler le niveau des subventions pour ensuite les abaisser de façon substantielle.

En quarante ans, le GATT a réussi à créer un climat très libéral dans le commerce des produits manufacturés, mais il n'est jamais parvenu à en faire de même pour le commerce agricole. Or, le groupe de pays dont fait partie le Canada veut que les négociations actuelles dans le cadre du GATT trouvent aussi une solution à ce problème qui affecte le niveau de vie de milliards de gens.

Le Canada et ses compagnons de route peuvent demander, exiger, supplier et menacer autant qu'ils veulent, rien ne se fera tant que les trois grands blocs économiques ne se décideront pas d'agir.

La diplomatie canadienne fait du bon travail en remettant constamment le sujet sur le tapis mais, si elle veut convaincre, elle doit faire preuve de plus d'imagination.

Un des moyens pour le Canada de participer plus activement à la recherche d'une solution serait d'examiner le problème de l'utilisation des terres cultivées qui ne seront plus nécessaires pour l'agriculture des pays industrialisés si les marchés internationaux deviennent plus libres. Ces terres doivent être mises en banque en attendant qu'on en ait de nouveau besoin, mais il faut le faire sans dépeupler les campagnes. Il faut donc trouver d'autres moyens de les utiliser et de les amener de façon rentable, que ce soit par le reboisement, l'introduction de nouvelles cultures qui ne déstabilisent pas les marchés internationaux ou la création de parcs pour la chasse et le tourisme.

FRÉDÉRIC WAGNÈRE